Entretien de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec le quotidien chinois "Nanfang Zhoumo" le 15 septembre 2011 à Pékin, sur les relations entre la France et la Chine et les différences d'approche sur les dossiers internationaux, notamment la Libye et la Syrie.

2011-09-15

Q - Vous avez toujours préconisé le développement dune relation amicale avec la Chine. Est-ce une des raisons pour lesquelles le président Sarkozy vous a nommé à la tête de la diplomatie française ? Selon les média français, quand vous avez accepté le poste de ministre des Affaires étrangères, vous avez posé une condition importante : que lElysée délègue ses pouvoirs pour donner au ministre des Affaires étrangères un véritable pouvoir de décision. Vous avez obtenu ce que vous demandiez ?

R - Je ne sais pas où vous avez vu que jai posé des conditions. Il ne faut pas prendre trop au sérieux ce genre de reportages. En fait, quand on est nommé ministre, on ne parle pas de conditions. Mes relations avec le président de la République sont excellentes et les grandes lignes de la politique étrangère sont tracées par lui. Cest prévu par la Constitution et il mappartient de la mettre en pratique au Quai dOrsay. Il ny a pas de conflits entre nous et nous entretenons dexcellentes relations.

Pour répondre à votre première question, à savoir si jai été nommé pour mon amitié envers la Chine, ma réponse est que ce doit être en effet une des raisons.

Q - Dans les relations sino-françaises, deux points retiennent particulièrement lattention. Dabord, les deux pays semblent partager beaucoup de points communs sur la réforme du système financier international. Quest-ce que la France attend de la Chine sur ce point ? Quelle est la position française face aux demandes chinoises daugmenter sa part de DTS au sein du FMI ou celle de créer une monnaie de réserve supranationale ?

R - La Présidence française a décidé de faire de la réforme financière internationale un des thèmes du G20 car nous connaissons les nombreux défauts du système monétaire international. Nous avons décidé de renforcer notre coopération avec la Chine pour faire avancer cette réforme. Cest la raison pour laquelle le président de la République avait

proposé de tenir à Nankin un colloque auquel il a pris part en personne. Le colloque a été une réussite et a contribué à faire avancer les réformes. Nous avons obtenu des résultats tels que l'amélioration de la position des pays émergents au sein du FMI.

La France soutient l'inclusion du RMB dans le panier des DTS. Nous soutenons aussi l'internationalisation du RMB. Je pense que nous pourrons faire un premier pas à Cannes avec quelques résultats. Nous souhaitons avoir le soutien et la compréhension de la Chine.

Sur la question monétaire, nous avons cherché ensemble et nous avons obtenu des résultats. Quand j'ai discuté ce matin avec le ministre des Affaires étrangères, Yang Jiechi, j'ai compris que la Chine soutient aussi la création de nouveaux canaux de financement afin de fournir une source de financement au développement. Nous souhaitons que la Chine soutienne ces propositions.

Dès avant Cannes, nous avons créé un groupe de travail sous l'égide du sherpa français pour le G20 et du sherpa chinois.

Q - Il y a deux tendances dans les relations sino-françaises. Elles sont bonnes en ce qui concerne la réforme du système financier international et dans les domaines économiques et commerciaux, s'agissant par exemple d'achat par la Chine des obligations françaises et d'importation de produits français. En revanche, les actions engagées par la France au Moyen-Orient ont, d'un point de vue objectif, rendu incertains les intérêts chinois dans cette région ; en Libye par exemple. D'ailleurs, la Chine vient de reconnaître le CNT libyen.

Nous sommes également préoccupés par la Syrie. Les intellectuels chinois, l'opinion chinoise et les experts en relations internationales sont unanimes à penser qu'il ne faut pas laisser la Syrie devenir une deuxième Libye. La Chine y détient des intérêts sous forme d'exploration et d'exploitation pétrolières. Le plus important, c'est qu'une fois le gouvernement syrien renversé, il ne restera plus que l'Iran où la Chine a également des intérêts en ressources énergétiques. Comment allez-vous équilibrer ces relations ? Comment faire pour que les intérêts chinois en ressources et dans le domaine commercial ne soient pas affectés ?

R - Vous voulez dire que les actions françaises au Moyen Orient ont affecté les intérêts chinois ?

Q - Disons que les intérêts chinois sont devenus incertains

R - Il ne faut pas voir les choses comme cela. Il ne s'agit pas d'une action française mais d'une action conjointe de la communauté internationale, du Conseil de sécurité, de l'OTAN et de certains pays arabes. Une action dont l'objectif n'est pas celui de rendre incertains les intérêts chinois, mais celui de protéger les civils. Kadhafi a bien déclaré qu'il allait faire couler un fleuve de sang, celui de son peuple.

La Chine pourrait avoir un point de vue différent et nous tenons à respecter le point de vue des autres. Mais quoi qu'il en soit, la Libye est entrée dans une deuxième phase, celle de la reconstruction à laquelle peuvent participer tous les pays. La Chine vient de reconnaître le CNT, donc la Chine souhaite aussi participer à ce processus de reconstruction. Nous pensons que plus il y a de pays qui participent dans la reconstruction, sous l'égide de l'ONU, meilleurs seront les résultats.

Q : Comment la France entend-elle traiter la question syrienne ? Qu'attendez-vous de la Chine ?

R - La situation syrienne est différente et n'appelle pas une action militaire. Tout d'abord parce que les pays arabes qui soutiennent nos actions en Libye ne soutiendraient pas une action en Syrie. La société syrienne est très différente de celle de la Libye et comporte le risque de confrontations entre différentes minorités. Nous ne parlons donc pas d'actions militaires en Syrie. Mais nous avons observé que 3.000 personnes ont été tuées sous l'oppression du gouvernement qui a eu recours aux chars pour attaquer les civils. Nous ne pouvons pas accepter cela. Nous souhaitons donc que la communauté internationale condamne la Syrie et l'appelle à stopper les violences. Sinon, nous souhaitons recourir aux sanctions avec le soutien du Conseil de sécurité dont la Chine est un des membres permanents.

Sur la Libye, je voudrais ajouter une chose. Avant la chute du régime de Kadhafi, nous étions très seuls. Maintenant, après son départ, nous avons beaucoup d'amis.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 19 septembre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183041-entretien-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrangeres-et-europee